



Le Piment Rouge

Bulletin de la section LCR de Massy - 8/12/2005

Villepin parle d'égalité des chances, mais les inégalités ne font qu'augmenter !

« Après le bâton, les bonbons », c'est à peu près ainsi que le gouvernement a présenté son plan de mesures sociales face à la crise des banlieues. En fait de « bonbons », on a droit à une pilule amère : l'Etat d'urgence est maintenu, la loi anticasseurs est actualisée. C'est un des dispositifs les plus antidémocratiques, puisque chaque manifestant peut être considéré, personnellement, comme responsable de tout incident dans une manifestation.

Le gouvernement ressort les vieilles menaces de suppression des allocations familiales contre des parents qui ne « contrôlèrent pas leurs enfants ». Et toutes ces mesures sont accompagnées d'un baratin sur la responsabilité « individuelle », très sévère et culpabilisant contre les jeunes, les familles en difficulté, les salariés, les chômeurs, mais bien indulgent contre les chefs d'entreprises, les patrons voyous ou les grands délinquants financiers.

Les mesures Villepin : de la poudre aux yeux

Le gouvernement veut faire « de l'égalité des chances une réalité pour tous ». Il y a les effets d'annonce : ainsi, le gouvernement fera une campagne de « testing » pour contrôler que les entreprises, boîtes de nuit, agences immobilières n'ont pas de pratiques discriminatoires. Mais avec quels moyens, quelles contraintes ?

Mais plus substantiellement, la politique du gouvernement ne vise pas à l'égalité : au contraire ! Comment expliquer la proposition de « mettre en œuvre l'apprentissage dès 14 ans » ? Cela ne conduira qu'à la remise en cause de la scolarité jusqu'à 16 ans qui est un droit et surtout à l'expulsion de milliers de jeunes de l'école. Le gouvernement nous parle de relance des ZEP (zone d'éducation prioritaire) mais c'est une escroquerie lorsque l'on sait que chaque année, les budgets et les postes de l'Education nationale sont revus à la baisse. Sarkozy ne s'embarrasse pas de tous ces considérants : il propose la suppression des ZEP et de ne retenir que des bourses pour les plus méritants. On choisira quelques centaines ou milliers de bons élèves et on en rejettera des dizaines de milliers ! Mais surtout comment parler « d'égalité des chances » lorsqu'on accroît la précarité de l'emploi avec le "contrat nouvelle embauche" qui concerne déjà des centaines de milliers de salariés ou lorsque, par MEDEF interposé, on veut réduire le montant et la durée d'indemnisation du chômage pour des millions de personnes.

C'est le capitalisme libéral qui est responsable des inégalités

Ces dernières décennies, les inégalités se sont accrues. La précarité au travail est la principale source d'inégalité : 5 millions de chômeurs, 7 millions de personnes sous contrats fragiles, peu protégés, flexibles. Plus de 3 millions de personnes sont mal logées. Tous les médias se sont fait l'écho de la tragédie d'une femme, fonctionnaire, qui avec ses 1 200 euros était obligée de dormir dans sa voiture ! Et on nous parle d'égalité des chances. Un système qui produit des millions de « travailleurs pauvres » et qui insécurise une majorité du salariat ne peut qu'approfondir les inégalités. Et, à cette échelle, l'école ne peut que les reproduire. Pour combattre les inégalités, il faut s'attaquer au système capitaliste : faire passer les besoins sociaux, avant les profits. Il faut une autre redistribution des richesses : assurer un emploi stable avec un salaire garanti pour tous, supprimer les licenciements, augmenter tous les salaires et tous les minima sociaux de 300 euros, donner la priorité à l'école, la santé, la sécurité sociale. Financer toutes ces mesures par un plan d'urgence sociale en taxant les profits capitalistes, voilà le seul moyen efficace et durable de lutter contre les inégalités..

La misère tue. Le Gouvernement mis a nu par l'hiver

En Essonne comme ailleurs, des milliers de familles sont obligées d'avoir recours quotidiennement aux associations caritatives pour survivre. Pour toutes ces personnes laissées pour compte, l'hiver est plus froid que pour d'autres. Cela se passe en France, quatrième puissance économique mondiale.

Plusieurs personnes sont mortes de froid en France, et l'hiver ne fait que commencer. Comme chaque année, on veut nous persuader que les autorités font tout ce qu'elles peuvent pour éviter ces drames de la misère.

Mais cette «mobilisation» du gouvernement ne fait que mettre en lumière l'indifférence et le cynisme des représentants des classes privilégiées dont la politique économique engendre chômage, précarité et misère, tandis que la spéculation immobilière condamne des centaines de milliers de personnes à vivre dans la rue.

Catherine Vautrin, ministre déléguée à la

"Cohésion sociale", invite la population à faire preuve de "solidarité", en signalant les sans-abri aux services de secours. Elle explique qu'il est difficile de persuader ces derniers de "se mettre à l'abri".

Le député UMP et maire de Levallois-Perret, Patrick Balkany, lui, ne fait même pas dans le style bon apôtre. Il déclare tout de go : « Nous n'avons pas de misère en France [...]. Bien sûr, il y a bien quelques sans domicile fixe. [...] Mais ce sont des gens relativement rares qui ont décidé une bonne fois pour toutes qu'ils étaient en marge de la société, qu'ils ne voulaient pas travailler... » Il croyait parler, il est vrai, à une télévision américaine, s'étant fait piéger par de faux journalistes. Rien d'étonnant à ce que ce notable, déjà poursuivi pour malversations financières, ignore qu'un tiers des sans-abri, d'après des statistiques établies par l'Insee fin 2003, exerce un emploi. Emploi tellement "bien payé" qu'ils ne peuvent ni se nourrir ni se loger convenablement.

La Honte

67 millions, c'est le nombre de repas fournis par les Restos du Cœur en 2005. L'année qui vient promet, hélas, d'en comptabiliser autant sinon plus. Depuis quelques semaines une certaine presse et autres consciences bien pensantes se réjouissent de l'ouverture des « Restos du Cœur » alors qu'il ne disent mot sur les causes qui jettent des milliers de personnes dans la misère.

Mais la « solidarité » de beaucoup a des limites. C'est ainsi que les « Restos du Cœur » qui en sont à leur 21^{ème} campagne depuis 1985, dénoncent « l'objectif de certaines communes est de cacher la misère et de l'exporter au delà des frontières du centre ville ». Toujours selon les Restos du Cœur : « Pour beaucoup de municipalités, il y a la tentation de casser le thermomètre pour ne pas voir le mauvais temps de l'exclusion ».



Nous contacter : Ligue Communiste Révolutionnaire - Tél : 06 82 94 59 51

e-mail : lcr.palaiseau-massy@wanadoo.fr / Site Internet : lcrmassypalaiseau.chez-alice.fr